

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 20/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEINTURE DE SAINT JEAN

5, avenue VICTOR HUGO

69550 ST JEAN LA BUSSIÈRE

Références : UD-R-CTESSP-22-68-LO

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2022 dans l'établissement TEINTURE DE SAINT JEAN implanté 5, avenue VICTOR HUGO 69550 ST JEAN LA BUSSIÈRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contexte de la visite porte sur les suites des précédentes inspections, dont une concernant le traitement de plaintes reçues en 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURE DE SAINT JEAN xx
- 5, avenue VICTOR HUGO 69550 ST JEAN LA BUSSIÈRE
- Code AIOT dans GUN : 0006103760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Teinture de Saint Jean est autorisée à exploiter son activité de teinturerie dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié en dernier lieu le 25 mars 2020 pour la surveillance des rejets aqueux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des visites précédentes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de plaintes, l'Inspection invite l'exploitant à étudier plus profondément les origines des odeurs pouvant être générées par son process. Par exemple, l'Inspection a ressenti une odeur de "plastique chauffé" au niveau de la ligne d'enduction, dû à l'application de de pâtes acryliques sur un tissu chauffé. Un des plaignants indique ressentir une odeur de "plastique brulé", ce qui est cohérent avec l'odeur ressentie par l'Inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
odeur et produits chimiques	Autre du 24/01/2022,	/	- Fiche en lien avec plaintes - projet d'arrêté préfectoral complémentaire
lavage de fûts	Autre du 03/12/2021	/	- Lavage de fûts non prévu par l'arrêté - projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bassin de rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2, point 4.8.4	constat 3 du rapport UDR-TESSP-20-N°180-ELL : confirmer le caractère étanche des lagunes et organiser un test de ses vannes sous 1 mois	Test vanne réalisé, soldé Etat lagune en attente
Conditions de stockage dans l'entresol (suite de la précédente visite)	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 4.8.2	Demande 5, rapport n°UDR-TESSP-20-N°180-ELL : stockage des produits liquides sur rétention	Possibilité d'une étude de liaison entre l'entresol à une cuve de rétention.
bruit	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 2	/	Cf demande faite par l'inspection

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives mais certaines de demandes

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Poussières et émissions irritantes	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 3	/	Cf demande faite par l'inspection ci-dessous
Poussières	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article annexe 3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etude technico-économique relative à la réduction de certaines substances	AP Complémentaire du 25/03/2020, article 4	/	Cf demande faite par l'inspection
Poussières et émissions irritantes 2	Autre du 29/03/2005, article 2 point 3	/	Sans objet
Poussières et émissions irritantes 3	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 3	/	Sans objet
exercice évacuation incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 1er	/	Cf demande faite par l'inspection
Réparation RIA	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2, points 6.6.2, 6.2.6 et 6.3	/	Sans objet
registre des déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de l'activité du site, et de la variété de produits utilisés par l'exploitant, l'Inspection considère que les paramètres mesurés dans les rejets atmosphériques semblent insuffisants. Il convient que l'exploitant étudie plus précisément les composants susceptibles d'être émis dans ses installations dans les rejets atmosphériques, et indirectement dans ses rejets aqueux. L'analyse de ces composants pourrait déterminer l'origine précise des odeurs ressenties par les plaignants puis déterminer le type de traitement le plus adéquat.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Poussières et émissions irritantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 3
Thème(s) : Suite rapport plainte n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM
Prescription contrôlée : Le constat 2 du rapport n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM fait état de 3 observations (1 fiche par observation) : Observation n°1 : L'exploitant transmettra à l'Inspection un plan de tous ses émissaires situés en toiture en précisant pour chacun d'eux les éventuels équipements qui y sont raccordés ainsi que la nature des polluants pouvant être émis.
Constats : Par courrier du 13/10/2020, l'exploitant a transmis le plan des émissaires ainsi qu'une photo googlemap. L'exploitant n'indique pas les polluants rejetés et renvoie vers les contrôles périodiques Bureau Véritas. Les polluants mesurés sont les suivants : COVT, teneur eau, COVNM, CH4 et poussières. Le plan indique la présence de 7 cheminées composées comme telles : 2 cheminées vers la ligne d'enduction, 1 cheminée chaudière vapeur (chaudière au gaz), 2 cheminées rames 5 et 2 cheminées rames 1. Lors de la visite, l'Inspection signale que le rapport Apave des émissions atmosphériques (ref:8595285/2.1.2.R) du 12/11/2020 indique 4 émissaires et non 6 (hors chaudière) : RAME 1, RAME 5, Ramette BRUCKNER, Séchoir ISOTEX. L'exploitant explique que les rames 1 et 5 comportent deux cheminées mais comportent le même séchoir : l'air est identique dans les deux cheminées. Par conséquent, il ne fait que réaliser le contrôle d'une seule cheminée sur les lignes rames. L'écart est soldé.
Type de suites proposées : sans suite administrative Demande : L'Inspection demande pour le prochain contrôle à l'exploitant de faire réaliser l'analyse de rejets atmosphériques des rames 1 et 5 au niveau des cheminées qui n'ont pas fait l'objet de mesure lors du dernier contrôle.
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Suite rapport plainte n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM
Prescription contrôlée : Le constat n°3 du rapport n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM fait état d'une observation non-soldée : Observation n°3 : L'exploitant fera réaliser, dans des conditions normales de fonctionnement, des analyses des paramètres fixés dans l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 (poussières, COV), pour chacune des cheminées (identifiées comme émettant des rejets). Le rapport doit clairement indiquer les conditions de fonctionnement des installations. Ce rapport est transmis à l'Inspection.
Constats : Le bureau veritas atmosphériques de novembre 2020 (ref :8595285/2.1.2.R) indique que les mesures sont conformes aux valeurs limites d'émissions fixées. L'écart est soldé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 2
Thème(s) : Risques chroniques, Suite rapport plainte n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM
<p>Prescription contrôlée : Le rapport n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM fait état d'une non-conformité non soldée : - Demande n°1 : L'exploitant identifie des actions à mettre en œuvre pour rendre son site conforme et les met en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'étude de bruit, l'exploitant a procédé à des travaux sur les extractions en toiture. En août 2021, il a procédé au remplacement des extractions en forme de « chapeau chinois » par des extractions coudées à 90° à l'opposé des riverains. L'Inspection a noté, lors de sa visite chez un plaignant, que les émissaires sont bien coudées et ne sont pas en direction des habitations.</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis le rapport de mesure de bruit de Socotec du 22/11/2021 (N° D'AFFAIRE : 2110EL7P0000014) par courriel du 22/12/2021.</p> <p>Le rapport Socotec indique notamment que les mesures ont été réalisées au point 3 en partie Ouest au niveau d'un riverain plaignant. Les mesures ont été réalisées à 5h du matin et à 9h00. Un point de mesure décalé a été réalisé pour la mesure du bruit résiduel. Le sonomètre a été placé chez la société GARNIER. Cet emplacement a permis de s'affranchir des bruits provenant du site mais de garder l'influence sonore du trafic routier qui est une source de bruit importante.</p> <p>Le rapport conclut qu'en zone à émergence réglementée, au point 3, au niveau du riverain, les émergences sonores diurne et nocturne sont conformes aux valeurs limites réglementaires sur la plage d'observation considérée. La modification apportée aux extractions en toiture a permis de diminuer le bruit émis de 5 dB(A).</p> <p>L'inspection note que le rapport Socotec indique que l'activité du site était "normale" le jour des mesures. Cette notion n'est pas assez précise pour savoir quelles sont les machines en activité le jour du contrôle. Par courriel du 28/04/2022, l'exploitant explique que le niveau d'activité était "normal" en joignant un relevé des activités la nuit de la mesure de bruit. L'Inspection note que ce relevé concerne les activités exercées du 23/11/2011 de 1h45 au 23/11/2021 à 9h14. Ces dernières sont des activités principales de séchages et d'apprêt. En revanche les activités de polymérisation ne fonctionnaient pas durant les mesures de bruit.</p> <p>Après analyse du rapport de mesure de bruit, l'Inspection estime que les mesures réalisées ne permettent pas de valider que le site respecte les émergences réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bruit résiduel mesuré (installations à l'arrêt) est supérieur au bruit ambiant mesuré (installations en fonctionnement). De ce fait l'Inspection s'interroge sur la pertinence du choix de point de mesure du bruit résiduel ; - des points masqués n'ont pas été utilisés ici (points souvent cachés par un obstacle tel un bâti, pour lesquels l'exposition est équivalente vis à vis des autres bruits. C'est une zone présentant les mêmes caractéristiques du bruit de fond mais n'étant pas impacté par le bruit généré par TSJ). Le fonctionnement du site n'a pas été arrêté durant les essais et aurait dû faire l'objet de points masqués ; - la localisation du point bruit résiduel ne semble pas judicieuse pour les raisons ci-après. Le point retenu étant situé après un embranchement, le bruit pourrait ne pas être comparables à celui qui va être mesuré chez l'habitant du fait d'une circulation différente. De plus, l'emplacement choisi est à côté d'une autre entreprise, qui pourrait générer du bruit qui pourrait ne pas être mesuré chez l'habitant. Un parking se trouve également à proximité et le sonomètre peut enregistrer les aller et venus des voitures; - le nombre de mesure de points reste restreints. Le point 2.2 de l'annexe de l'AM 23/01/1997 précise que "<i>Dans le cas du traitement d'une plainte, on privilégiera les emplacements où la gêne est ressentie, ...</i>"; L'Inspection demande la réalisation des mesures chez les deux plaignants; - la conformité du site n'a pas été réalisé en limites de propriété. L'exploitant avait justifié lors de la visite avoir privilégié la mesure chez un des plaignants; - bien que cela ne change pas la conclusion du rapport, l'émergence aurait dû être calculée selon le L50 et non le Laeq. <p>Pour finir, à ce jour, l'un des plaignants indique à l'Inspection qu'il subit toujours des nuisances</p>

sonores gênantes bien qu'il note une amélioration depuis que les émissaires sont coudés et dirigés à l'opposé des habitations.
Type de suites proposées : susceptible de suites Demande : Compte tenu des remarques précitées, dans la mesure où le capteur n'a pas été positionné au plus proche des habitations concernées et que la mesure de bruit résiduel ne paraît pas judicieuse, l'exploitant fait procéder à une nouvelle mesure de bruits sous 3 mois dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - en amont, l'exploitant convient d'une date avec l'Inspection et le plaignant; - les mesures seront réalisées chez chaque plaignant, dont une située au niveau de la fenêtre située verticalement à la même hauteur que les cheminées du site. - L'emplacement de la mesure de bruit résiduel est revu; - Une mesure en limite de site est réalisée afin de déterminer l'émergence à ce point; - durant la périodicité de mesure, l'exploitant veille à ce que toutes les activités dont l'activité "polymérisation", les activités d'apprêts et de séchage fonctionnent normalement ; - l'Inspection sera présente lors des mesures afin de vérifier que les activités du site sont bien représentatives du fonctionnement global de l'installation.
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etude technico-économique relative à la réduction de certaines substances

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/03/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Remise de l'étude
Prescription contrôlée : L'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire prévoit la remise sous 12 mois d'une étude ETE. L'exploitant a sollicité une rencontre avec l'Inspection par courriel du 03/01/2022 afin de présenter les conclusions de l'étude.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection les conclusions de l'ETE menée par le Cabinet INEVO Technologies. L'étude contient une partie sur l'origine des polluants (chrome, zinc, cuivre et nonylphénol). Par exemple, ils ont questionné leurs fournisseurs de tissus sur la provenance des fils afin de connaître les éventuels polluants présents : pour 40 %, l'origine du fil reste méconnue. L'étude comporte également un volet sur le traitement à mettre en place pour réduire les émissions afin que celles-ci soient conformes aux nouvelles conditions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/03/2020. L'exploitant indique que l'étude est finalisée, mais se questionnait sur sa remise à l'Inspection car il explique que les pistes d'améliorations rapidement réalisables sont faibles. Il se questionne s'il doit explorer d'autres pistes type recherche appliquée pour pouvoir atteindre les objectifs. L'Inspection demande la transmission de l'étude.
Type de suites proposées : sans suite administrative Demande : L'Inspection demande la transmission de l'étude sous 15 jours.
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poussières et émissions irritantes 2

Référence réglementaire : Autre du 29/03/2005, article 2 point 3
Thème(s) : Autre, Suite rapport plainte n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM
Prescription contrôlée : Le constat 2 du rapport n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM fait état de 3 observations (1 fiche par observation) : Observation n°2 : L'exploitant précisera les cheminées qui ont fait l'objet d'un ramonage et transmettra les comptes rendus de ce ramonage ou un justificatif de leur réalisation.
Constats : Par courrier du 13/10/2020, l'exploitant joint une facture de la SARL VEILLARD précisant le nettoyage des cheminées. Le document joint indique un "nettoyage des cheminées RAME 1 / RAME 5 / ZEPHIRA" en aout 2020. Un certificat de ramonage de la société Veillard est joint : il indique que cette société a réalisé le ramonage des conduits de fumées d'évacuation et des canaux horizontaux en juillet 2018, 2019 et 2020. L'écart est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poussières et émissions irritantes 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 3
Thème(s) : Autre, Suite rapport plainte n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM
Prescription contrôlée : Le constat 2 du rapport n°UD-R-CTESSP-20-N°314-CM fait état de 3 observations (1 fiche par observation) : Observation n°3 : L'exploitant transmettra le compte rendu relatif au rendement de la chaufferie et aux rejets.
Constats : Par courrier du 13/10/2020, l'exploitant a transmis le dernier rapport Apave sur l'efficacité énergétique du 07/12/18 et le dernier rapport Viessman sur le contrôle combustion trimestriel du 07/08/2020. Le rapport Apave indique un rendement (93.6%) et une combustion satisfaisante. L'écart est soldé .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : exercice évacuation incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, suite UDR-TESSP-20-N°180-ELL
Prescription contrôlée : Le constat n°1 du rapport UDR-TESSP-20-N°180-ELL indique que l'exercice d'évacuation incendie de mars 2020 a été reporté compte tenu du contexte covid.
Constats : Par courriel du 28/01/2022, l'exploitant remet à l'Inspection le dernier rapport d'évacuation en date du 24/09/2021. Il est noté en observation que les consignes ont été respectées. Le niveau de la sonnerie du bureau est à ré-ajuster car sa puissance est limitée.
Type de suites proposées : sans suite administrative Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de justifier de la remise en conformité de la sonnerie bureau sous 2 mois
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réparation RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2, points 6.6.2, 6.2.6 et 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, suite UDR-TESSP-20-N°180-ELL
Prescription contrôlée : Rappel demande 1 du rapport UDR-TESSP-20-N°180-ELL : L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de la réparation du RIA.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a analysé le rapport de vérification périodique du 19/03/2021. Le rapport Sicli mentionne l'absence de non-conformité sur les robinets incendies armés. L'écart est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2, point 4.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, suite UDR-TESSP-20-N°180-ELL
Prescription contrôlée : Le constat 3 du rapport UDR-TESSP-20-N°180-ELL fait mention de 2 demandes : Demande n°2 : L'exploitant confirmera à l'inspection le caractère étanche des lagunes. Demande n°3 : L'exploitant organisera un test de ses vannes sous 1 mois afin de vérifier leur bon fonctionnement puis les testera régulièrement, par exemple à l'occasion des exercices incendie. Il veillera à ce que le personnel soit sensibilisé sur le sujet.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le test de vérification de la vanne est mentionné dans le rapport d'exercice incendie. Ce rapport, en date du 24/09/2021, indique que la vanne bassin a été actionnée. Concernant le caractère étanche des lagunes, l'Inspection ne dispose pas d'éléments permettant de justifier leurs bons états. La demande 3 du précédent rapport est soldée. La demande 2 reste applicable.
Type de suites proposées : susceptibles de suite Demande : L'exploitant confirmera à l'inspection le caractère étanche des lagunes sous 15 jours.
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, suite UDR-TESSP-20-N°180-ELL
Prescription contrôlée : Le constat 6 du rapport UDR-TESSP-20-N°180-ELL fait état d'une demande : Demande n°4 : L'exploitant complètera son tableau de registre des déchets avec le numéro de récépissé du transporteur (disponible sur le BSD) et la qualification du traitement final c'est-à-dire : préparation en vue de la réutilisation, recyclage, toute autre valorisation, notamment valorisation énergétique ou élimination. Il transmettra le tableau complété à l'inspection.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a présenté le site Trackdéchet à l'exploitant (https://trackdechets.beta.gouv.fr/) et l'informe que le registre des déchets sera généré automatiquement. L'Inspection invite l'exploitant à utiliser cette plateforme numérique. Le registre 2021 a été envoyé par courriel du 03/02/2022. Il contient désormais les informations supplémentaires demandées par l'Inspection lors de la précédente visite (numéro de récépissé du transporteur et qualification du traitement final). L'écart est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage dans l'entresol (suite de la précédente visite)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 4.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, suite UDR-TESSP-20-N°180-ELL
Prescription contrôlée : Le rapport n°UDR-TESSP-20-N°180-ELL fait état d'une non-conformité suivante : Demande n°5 : L'exploitant doit stocker tous les produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux sur des rétentions correctement dimensionnées. D'autres méthodes peuvent être étudiées comme l'évacuation vers une cuve extérieure ou que la pièce fasse office de rétention (volume suffisant, revêtement étanche et évacuation bouchée).
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté que les produits liquides dangereux sont stockés sur les bacs de rétention excepté un GRV d'un produit fixateur. Lors de la précédente visite, l'exploitant avait proposé à l'Inspection d'étudier la possibilité de relier l'entresol (via le réseau d'eaux industrielles vers lequel une grille d'évacuation est présente dans l'entresol) à une cuve de rétention. Cette solution apparaît acceptable à l'inspection à condition que le volume suffisant soit disponible. L'Inspection ne solde pas l'écart.
Type de suites proposées : susceptibles de suite Demande : L'exploitant doit stocker tous les produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux sur des rétentions correctement dimensionnées. D'autres méthodes peuvent être étudiées comme l'évacuation vers une cuve extérieure ou que la pièce fasse office de rétention (volume suffisant, revêtement étanche et évacuation bouchée). Délai 45 jours
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : odeur et produits chimiques

Référence réglementaire : Visite du 24/01/2022,
Thème(s) : Produits chimiques, suite plainte
Prescription contrôlée : Dans le cadre de la plainte déposée, un problème d'odeur a été identifié par le plaignant.
Constats : L'Inspection a recontacté un des plaignants en amont de la visite. Celui-ci fait encore part de la présence de particules noires fines dans son jardin. Il ressent également des odeurs la nuit de type plastique brûlé et d'œuf pourri. Il précise voir toujours des fumées. Concernant l'odeur d'œuf pourri, l'Inspection lui a indiqué qu'elle pouvait provenir du réseau d'eau. En termes d'odeur, l'exploitant souligne la présence d'une pompe de relevage située devant son site (porte d'entrée) à proximité du cimetière qui génère des odeurs à certaines périodes de l'année, étant donné qu'elle est en position basse par rapport à la ville. L'Inspection n'a quant à elle pas ressenti au niveau de cette pompe d'odeur d'œuf pourri, mais elle note en revanche à l'arrière du site de façon très ponctuelle, des odeurs, sans pouvoir en déterminer le lieu. Lors de la visite dans l'atelier, l'Inspection a ressenti une odeur de : - "plastique chauffé", dans la ligne d'enduction; - "savon", provenant de la machine à nettoyer les tissus. Concernant la ligne d'enduction, l'exploitant applique des pâtes acryliques. Celles-ci sont appliquées sur le tissu chauffé. Les rejets atmosphériques passent à travers deux cheminées. Concernant la machine à laver les tissus, les produits utilisés sont du [REDACTED]. Les rejets atmosphériques de cette machine ne sont pas canalisés et ne passent pas à travers une cheminée. La fiche de données de sécurité du [REDACTED] indique la présence d'une odeur "caractéristique" sans autres précisions.
Type de suites proposées : ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE Demande : L'exploitant détermine les types de composants susceptibles de générer des odeurs sur son site ; en priorité, sa recherche doit être faite sur le procédé d'application de pâtes acryliques chauffées, dans l'atelier enduction ainsi que dans le cadre de l'utilisation de [REDACTED] dans la "machine à laver". L'exploitant doit mettre en œuvre les actions nécessaires afin de limiter les émissions d'odeur à l'atmosphère. Délai : 2 mois
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : lavage de fûts

Référence réglementaire : Point 1.7 de l'article 3 de l'arrête préfectoral du 30/08/2007
Thème(s) : Situation administrative, classement rubrique 2795
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Contrôle du classement de la rubrique 2795 : Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.</p> <p>Pour rappel l'article R511-10 du code de l'environnement prévoit que : "I. Les substances et mélanges dangereux mentionnés au I de l'article L. 515-32 sont les substances et mélanges dangereux et assimilés tels que définis à la rubrique 4000 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9, qui sont visés par les rubriques comprises entre 4100 et 4799, et celles numérotées 2760-4 et 2792."</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection constate que l'exploitant procède au lavage des fûts à l'aide d'une machine adaptée. Il indique que les fûts lavés sont ceux contenant les pâtes acryliques appliquées sur les tissus afin de les rendre notamment imperméables. Il précise que son prestataire de déchets ne récupérerait pas les fûts contenant un reste de pâte. Le nombre de fûts lavés est d'environ 8 par jour. Le volume d'eau mis en œuvre est relativement faible (inférieur à 20 m3) et les eaux rejoignent les eaux usées du site.</p> <p>L'Inspection lui signale que cette activité est susceptible d'être classable sous la rubrique 2795.</p> <p>A posteriori de la visite, l'Inspection demande la transmission des fiches de données de sécurité des produits dont les contenants sont susceptibles d'être lavés. Par courriel du 28/01/2022, il indique que les produits concernés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Dispersion d'acrylique souple en milieu aqueux : [REDACTED]- Dispersion d'acrylique dure en milieu aqueux : [REDACTED] <p>Mais aussi la famille des Polyuréthanes aqueux :</p> <ul style="list-style-type: none">- Dispersion de polyuréthane souple en milieu aqueux : [REDACTED]- Dispersion de polyuréthane dure en milieux aqueux : [REDACTED] <p>Les fiches de données de sécurité sont transmises. Après analyse, l'Inspection note l'absence de mentions de dangers pour les 4 produits.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 30/08/2007 indique que "l'eau de nettoyage des récipients contenant les réactifs employés dans les formulations d'apprêts devra être utilisée pour la préparation des bains d'apprêts". Le rejet des eaux de lavage dans les eaux usées du site est donc interdit;</p>
Type de suites proposées : ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
<p>Proposition de suites : ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE</p> <p>Demande : L'exploitant doit cesser le rejet des eaux de lavage de fûts dans le réseau d'eaux usées du site sous 15 jours et s'il souhaite poursuivre le rejet par la suite, transmet un porter à connaissance relatif à l'impact du nettoyage de ces fûts au regard des composés des rejets aqueux actuellement autorisé sous 2 mois.</p> <p>Délai : 15 jours</p>